L'aquilon

Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 456 Yellowknife, NT, X1A 2N4 Volume 29 numéro 36, 19 septembre 2014

École Allain St-Cyr

Les lettres et le soleil

Page 3

Activités parascolaires

Le judo comme outil de paix

Page 11

Quelque part entre Frame Lake et Jackfish Lake, je m'étais arrêté pour prendre une photo quand j'ai aperçu ce renard juste derrière moi. Il s'est tiré quand il a vu que je lui donnerais rien à manger. (Photo: Denis Lord)

Décision du CRTC

Statu quo pour 175 radios communautaires

Le CRTC a refusé la demande des diffuseurs privés de contrôler le 0,5 % prélevé lors de la vente d'une radio et versé au *Fonds canadien de la radio communautaire*. Annoncé le 5 septembre, le maintien du cadre de répartition et de la formule d'allocations touche 28 bénéficiaires en milieu minoritaire.

Jean-Pierre Dubé *(Francopresse)*

C'est tant mieux, souligne Simon Forgues, l'agent de développement de l'Alliance des radios communautaires du Canada (ARC). « Il va sans dire que, loin d'être sorti de l'auberge, la radio de campus et du milieu communautaire en aurait toujours besoin davantage.

« La partie est loin d'être gagnée, écrit-il dans son blogue. Plusieurs stations peinent à joindre les deux bouts malgré la mission essentielle et les responsabilités qu'on leur destine. Mais à choisir entre le statu quo ou le recul que proposaient certains intervenants, je pense que la solution retenue par le CRTC est la moins pire des deux. »

Le secrétaire général, François Côté, confirme : « Dans chacune des régions (Atlantique, Nouveau-Brunswick, Ontario et l'Ouest), les radios ont énormément de difficultés. On accepte le mandat du CRTC, mais on n'a pas les capacités de l'assumer. Ça fait des années qu'on réclame de l'aide. »

Le Fonds créé par le CRTC pour aider les radios s'élève à 2,5 millions $. Il est alimenté par les transactions de vente de radios privées et sert à financer des projets soumis par les 175 radios communautaires du pays.

« Tout le monde pige dans le même pot, explique François Côté. Il faut penser à des projets et l'argent ne peut pas servir aux opérations. C'est rattaché au développement de contenu canadien. Certaines années, on peut avoir cinq membres qui

Radios
Suite en page 2



L'ARC appuie ses 28 membres en diffusant des émissions nationales, comme *Des cordes à son arc*, qu'anime l'agente de développement, Florence Ngué-No.

Radios

Suite de la une

font une demande, d'autres années, seulement trois.

« Notre gros défi, c'est d'aller chercher d'autres fonds pour le fonctionnement des radios, indique François Côté. C'est ce dont nos radios ont besoin. Ça avance lentement, mais il n'y a pas de programme fédéral en place. Il faudrait le créer et ça peut prendre des années. »

En juillet, le ministre des Affaires acadiennes de la Nouvelle-Écosse avait lancé un appel national pour aider les membres de l'ARC. Michel Samson avait reçu une réaction positive, notamment de l'Ontario.

Langues officielles

Traitement des plaintes: plus de huit mois d'attente

L'Assemblée législative reconnaît qu'il y a un problème au Commissariat aux langues des TNO.

Denis Lord

Neuf mois après son entrée en fonction comme commissaire aux langues officielles des Territoires du Nord-Ouest, Snookie Catholique affirme être toujours en train d'installer son bureau et par conséquent, avoir été incapable de traiter une plainte déposée en décembre 2013.

Georges Lessard a déposé une plainte au commissaire aux langues des Territoires du Nord-Ouest le 18 décembre 2013 contre la Société d'habitation de Yellowknife. Il avait demandé à trois reprise un formulaire en français sans qu'on ne réponde à sa demande, argue-t-il. George Lessard se plaint également que la Société d'habitation de Yellowknife ne pratique pas l'offre active et que les locaux ne comportent aucune affiche indiquant qu'on offre des services en français. Il considère que le logement est un service essentiel.

Le 19 décembre 2013, Snookie Catholique répond par courriel à George Lessard que son bureau n'est pas encore pleinement opérationnel. Le 18 avril, George Lessard s'enquiert de nouveau du statut de sa plainte. La commissaire lui répond le 6 mai, qu'elle est toujours à installer son bureau et n'a pas encore de personnel. George Lessard réécrit à la commissaire le 25 août, qui lui répond le 10 septembre que le commissariat est entre 2 bureaux et que son téléphone et son Internet ne sont pas encore installés. Il faut savoir que le bureau du commissariat est alors en transition de l'édifice Laing au 4915 48e rue.

Déménagement

En entrevue avec *l'Aquilon*, Snookie Catholique a indiqué n'avoir jamais eu de bureau, sinon un simple espace d'entreposage. L'ancienne journaliste, qui est engagée à temps partiel, a affirmé n'avoir qu'une seule personne pour l'assister dans ses tâches et a ajouté ne pas avoir eu de ligne téléphonique ou d'Internet avant le 17 septembre. Elle n'a pu mentionner à *l'Aquilon* aucune tâche qu'elle aurait accomplie depuis son entrée en fonction, sinon s'occuper de ses déménagements et répondre à George Lessard. Snookie Catholique a ajouté n'avoir jamais travaillé pour le gouvernement et devait se familiariser avec son nouveau travail. Elle ne sait pas encore quand sera ouvert son nouveau bureau, sinon que la pendaison de crémaillère aurait lieu lorsque le nouveau site Internet du commissariat sera opérationnel. Il faut savoir que le site actuel est, au moins depuis juin dernier, un ramassis de publicités sans aucun rapport avec sa nature initiale.

Mécontentement

La commissaire aux langues officielles relève de l'Assemblée législative et non du gouvernement. Or, le greffier de l'Assemblée, Tim Mercer, au nom du Président de celle-ci, Jackie Jacobson, a donné une version des faits substantiellement différente de celle de Snookie Catholique. Oui, dit-il, il a fallu déménager d'Inuvik à Yellowknife le bureau de l'ancienne commissaire, Sarah Jerome. Mais il contenait peu de choses, selon Tim Mercer, et il y a toujours eu un autre bureau ouvert au Laing et pendant le mandat de Sarah Jerome et pendant celui de Snookie Catholique. L'Assemblée législative a payé tout le temps du mandat de cette dernière une ligne téléphonique et un accès Internet.

Selon Tim Mercer, Snookie Catholique s'est plainte il y a deux semaines, et avec raison, de l'exiguïté, du manque de visibilité et d'accessibilité de son bureau du Laing Building et l'Assemblée lui a donc trouvé ce nouveau bureau. Ni le greffier de l'Assemblée ni son président n'ont jamais vérifié le travail de la commissaire. « Le public, précise Tim Mercer, doit comprendre que l'Assemblée législative doit rester à une distance acceptable du commissariat afin qu'il puisse garder son indépendance. Et nous n'avons pas reçu de plainte à propos de Snookie Catholique mais il est évident maintenant qu'il y a un problème. Le traitement de la plainte [de George Lessard] n'est pas acceptable. Nous allons discuter avec la commissaire pour être certain qu'elle comprend le sens de ses responsabilités et qu'elle a les ressources pour les accomplir. Mais ce ne sera pas sur la place publique.» Tim Mercer a ajouté qu'il n'était pas question de congédier Snookie Catholique et qu'elle aurait bientôt sa véritable première année fiscale, ce qui lui donnera l'occasion de demander un budget qu'elle juge approprié, par exemple pour l'embauche de personnel.

Commentaires

L'Aquilon a demandé par courriel des commentaires à une quinzaine de députés et de ministres. Les seuls à avoir répondu au moment d'écrire ces lignes sont les députés de Weledeh et de Frame Lake, Bob Bromley et Wendy Bisaro. «C'est une parodie, a commenté Bob Bromley. Mme Jerome était une commissaire respectée et aurait être gardée en poste jusqu'à l'entrée en fonction de Snookie Catholique. Cette situation reflète le manque de respect pour ce travail important à un moment où plusieurs langues sont en déclin. Je vais demander au caucus qu'il y ait un examen des causes de cette détérioration du commissariat.»

Wendy Bisaro souligne qu'elle est membre du Comité permanent sur les opérations gouvernementales qui révise actuellement la Loi sur les langues officielles. «Une partie de notre travail, écrit-elle, est d'analyser comment fonctionne le commissariat aux langues officielles dans le cadre de cette Loi. Jusqu'à ce que cette révision soit terminée, je ne pourrai pas commenter.»



En collaboration avec Radio Taïga

Centraide

L'organisme Centraide a lancé le 17 septembre dernier sa campagne publique. Le conseil d'administration de Centraide s'est fixé comme objectif d'amasser 110 000 $, dont 65 000 $ seront distribués en financement de projets au terme de la présente campagne. L'échéance pour présenter un projet est le 24 octobre. Centraide a profité de l'occasion pour annoncer que Candace Thorne remplaçait désormais Sylvie Francoeur comme directrice générale. Cette dernière a décidé d'aller davantage de l'avant dans son entreprise de ressources humaines.

Transports

Dans le cadre de la Journée mondiale sans voiture, la ville de Yellowknife offrira gratuitement les transports en commun le 22 septembre. « Un des bénéfices de vivre à Yellowknife dit le maire Mark Heick est qu'il est possible de se déplacer d'une extrémité à l'autre de la ville sans utiliser de voiture. Nos autobus à plancher bas et nos circuits élargis offrent dorénavant des accès plus rapides et plus faciles qu'avant à différents points et attractions de la ville. »

Logement

Le conseil municipal de la ville de Yellowknife a voté en faveur de l'adoption du modèle *Logement d'abord*. Dans cette approche validée par le gouvernement fédéral, on aide les personnes vivant un problème d'itinérance à se procurer un logement permanent plutôt qu'un abri, entre autres pour réduire leurs problèmes de santé ou de justice. Le Comité consultatif communautaire de Yellowknife a échelonné un plan sur cinq ans, aux termes duquel serait construit un bâtiment spécifiquement pour les jeunes, comprenant des logements et des services de réhabilitation. Le budget global pour les cinq prochaines années sera de 1, 745 000 $.

Emploi

Statistiques Canada estime qu'en août 2014, 22 200 personnes occupaient un emploi aux Territoires du Nord-Ouest, ce qui représente un taux d'employabilité de 69,8 %, comparativement à 62,5 % pour le reste du Canada.

Énergie

L'Association des communautés des TNO s'oppose à la hausse du prix de l'électricité demandée par la Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest. Cette dernière veut hausser ses tarifs pour compenser l'augmentation des coûts de la production de diesel dus aux faibles niveaux d'eau à sa centrale de Snare. L'Association des communautés questionne l'absence de plan d'urgence lors des situations d'étiage. Elle considère que les augmentations constantes du prix de l'électricité menacent la viabilité des communautés.

Distinctions

Le 26 septembre est l'échéance pour les candidatures aux prix d'excellence des services d'incendie des Territoires du Nord-Ouest. Les individus et les départements municipaux sont admissibles. Les gagnants seront annoncés durant la Semaine nationale de prévention des incendies, du 5 au 11 octobre prochain.

École Allain St-Cyr

Les lettres et le soleil

Pour Mélanie Genest, une amoureuse du Nord, Yellowknife est à la fois un univers familier et nouveau.

Denis Lord

Mélanie Genest, la nouvelle monitrice de langue de l'école Allain Saint-Cyr, est une amoureuse du Nord et des mots. Zoom in sur un parcours nomade.

Après des études en littérature à l'UQAM, puis en linguistique, didactique et pédagogie à Sherbrooke, Mélanie Genest a vécu sa première expérience du Nord dans une école d'immersion de Whitehorse en 2003. C'est là qu'elle est tombée en amour avec le Grand Nord. « J'ai eu la piqûre pour les grands espaces, dit-elle, pour la terre sauvage et le ciel magnétique… et pour les petites communautés chaleureuses où on se sent rapidement chez soi. »

Mélanie a également adoré son expérience à Iqaluit, où elle a notamment enseigné le français aux adultes. Et la voilà dorénavant à Yellowknife où l'adaptation se passe très bien. « Ma première impression, se rappelle-t-elle, était de revenir chez nous, de retrouver les corbeaux géants et leurs dix mille chants, le soleil bon et puissant. » Elle a été accueillie par un renard sur les sentiers de Frame Lake, un pygargue à tête blanche à Tin Can Hill, qui lui est passé à plusieurs reprises à hauteur de tête… et par la nouvelle coordonnatrice de projets de l'Association franco-culturelle de Yellowknife, Rosalie Davreux. « Dès ma deuxième journée, dit Mélanie, elle m'a invitée à participer à un trip de canot-camping avec plein d'autres créatures extraordinaires et c'était vraiment une façon inespérée d'atterrir sur le *land, d*e se faire dire *Bienvenue à Yellowknife*! »



Mélanie Genest a eu le coup de foudre pour le Nord lors de son passage à Whitehorse, il y a plusieurs années: ««J'ai eu la piqûre pour les grands espaces, dit-elle, pour la terre sauvage et le ciel magnétique… et pour les petites communautés chaleureuses où on se sent rapidement chez soi.» (Photo : Laurie Belhumeur)

À Saint-Cyr

Intégration réussie également à Saint-Cyr, où Mélanie apprécie l'équipe jeune, dynamique, allumée, qui fait un excellent travail auprès des apprenants. Elle goûte en outre la richesse de la bibliothèque et la compétence de celle qui en détient les clés. Il faut bien dire que la nouvelle monitrice de langue de St-Cyr est une fervente amante de littérature; elle écrit elle-même de la fiction et de la poésie, a donné des ateliers d'écriture et de chanson. Et, bien sûr, elle adore la lecture.

« Allain Saint-Cyr, analyse Mélanie Genest, m'inspire beaucoup et me remet de ma désillusion quant au système scolaire québécois, où on peut constater un écart énorme entre les fruits de la recherche en didactique et en pédagogie et ce qui se pratique en salle de classe. »

Mélanie ne devrait pas être déçue de son expérience ténoise. Alors que son milieu de travail lui convient très bien, elle va trouver à Yellowknife tout ce qu'il faut pour assouvir ses autres passe-temps, la marche, le ski de fond hors-piste, le yoga et la méditation.

Éditorial

L'appât du gain



Alain Bessette

Je lis régulièrement les comptes-rendus journalistiques des travaux d'une commission d'enquête au Québec sur le magouillage politique et les pots-de-vin qui font partie de l'octroi de contrats depuis la nuit des temps. Il semble que les partis politiques de cette province ainsi que plusieurs fonctionnaires ayant des pouvoirs dans la détermination des compagnies gagnantes pour l'octroi de contrats gouvernementaux, profitent allègrement du laxisme de contrôle de l'État.

Il semble aussi que la pratique des pots-de-vin soit généralisée depuis plusieurs décennies et, on peut présager, depuis que les gouvernements existent.

Le problème principal de cette lecture assidue est que cela accroît mon cynisme face à la gent politique et aux preneurs de décision, qu'ils soient élus ou nommés.

Quand on voit la vitesse à laquelle certaines permissions sont données aux compagnies pétrolières, notamment dans le Sahtu, pour effectuer des travaux de fracturation hydraulique, mon cynisme vient rapidement colorer mon interprétation sur les raisons qui poussent certains décideurs à prendre des décisions qui posent des risques évidents pour la population.

Il est certain que plusieurs décideurs croient vraiment aider leurs concitoyens en donnant un coup de pouce aux développeurs. Ce n'est pas un secret, l'essor économique profite non seulement aux compagnies qui investissent, mais aussi aux travailleurs qui peuvent parfois trouver de l'emploi dans ces projets de développement et aux entreprises locales de service qui ont accès aux sous-traitances.

Par contre, je verrai d'un bon œil qu'un exercice du genre de la commission Charbonneau ait lieu à la grandeur du pays et ici même dans les TNO. Je parie qu'on aurait des surprises.



Sur la Ingraham Trail dimanche dernier, en aval de Reid Lake, le temps était froid mais la lumière était belle, j'avais de bons compagnons…(Photo : Denis Lord)

L'aquilon

C.P. 456, Yellowknife, NT, X1A 2N4
Tél. : (867) 873-6603, Télécopieur : (867) 873-6663
Hay River : 77A Woodland Drive, Hay River (TNO)
Tél. : (867) 875-8808
Courrier électronique : aquilon@internorth.com
Sur le web : www.aquilon.nt.ca

Directeur : Alain Bessette
Journalistes : Denis Lord
Correction d'épreuve : Anne-Dominique Roy

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 750 exemplaires. L'Aquilon est la propriété des Éditions franco-ténoises/L'Aquilon et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de L'Aquilon. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, L'Aquilon accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. L'Aquilon est membre de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.





Représentation commerciale nationale
Lignes Agates Marketing
1-866-411-7486



Le 67e congrès de l'Acelf

Franco-gênés, vous dites?

Quelque 500 Acadiens et francophones envahiront Halifax (NÉ), les 25, 26 et 27 septembre prochain pour le 67e congrès annuel de l'Association canadienne d'éducation de langue française (Acelf). Voici la consigne qu'on leur a donnée : apportez vos accents mais, de grâce, laissez vos insécurités linguistiques à la porte!

***Lucien Chaput** (Francopresse)*

Organisé en partenariat avec l'Acelf par le Conseil scolaire acadien provincial (CSAP) et le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance (NÉ), le congrès se déroule sous le thème « Ensemble, mettons l'accent sur nos communautés ».

François Rouleau, directeur régional de la CSAP et président du comité de la thématique, explique : « La richesse de notre francophonie passe par la beauté de nos accents. Mais il arrive qu'ils soient menacés par l'insécurité linguistique vécue dans nos communautés. On a voulu que ce congrès soit l'occasion de découvrir des pratiques novatrices qui permettront à nos jeunes de célébrer leur identité acadienne et francophone pour cheminer vers une sécurité linguistique. »

Pour qui œuvre en éducation en français en milieu minoritaire, l'insécurité linguistique n'est pas un concept nouveau. Ingrid Lévesque, l'une des 20 conférencières et conférenciers invités du congrès, donne des précisions.

« Il y a l'insécurité formelle, c'est-à-dire le fait de croire que je ne parle pas bien ma langue. Il y a aussi l'insécurité qui est liée au statut de la langue. Je ne veux pas parler ma langue parce que, comparativement à une autre, elle n'est pas très bien vue. On trouve qu'elle ne vaut pas la peine d'être parlée. »

Plusieurs raisons expliquent pourquoi les jeunes souffrent d'insécurité linguistique, indique la conseillère pédagogique en français du CSAP. « Un des facteurs provient de l'école. On y enseigne le français standard et on le valorise. On n'est pas en train de dire aux élèves qu'ils ne parlent pas bien. Mais le fait de valoriser seulement le français standard – le message caché qui ne doit pas être là et qui est souvent entendu par les élèves –, c'est que leur français, parce qu'on ne lui donne aucune place à l'école, n'est pas un bon français. »

La conférencière Judith Patouma est professeure à l'Université Sainte-Anne (NÉ). Sa présentation est intitulée « Enseignant, qui es-tu? Enseignant, quelle langue parles-tu? » La didacticienne des langues et sociolinguiste soutient que la langue, c'est beaucoup plus complexe qu'on n'aimerait le croire.

« Quand on parle d'une langue, on parle aussi d'une culture. Pour qu'une personne puisse s'exprimer à son aise, il faut créer des situations de communication sécurisantes. Cela va de pair avec la compréhension de la culture de l'autre. La culture, pour les sociolinguistes, passe par la langue et les mots que nous allons choisir. Donc les mots ne sont pas innocents.

« Ici à l'Université, nous formons des enseignants qui sont de la Nouvelle-Écosse, mais aussi de l'extérieur. Dans le cas d'un enseignant venant de l'extérieur du Canada, il amène avec lui un vocabulaire utilisé de manière beaucoup plus spécifique dans son pays d'origine. Rendu ici, ce vocabulaire ou lexique pourrait être recontextualisé, parce que les mots ne veulent pas toujours dire la même chose.

« Aujourd'hui, on s'ouvre de tellement de manières à l'international qu'il faut, en tant qu'enseignant, prendre en compte cette dynamique. Nous ne sommes pas nécessairement de la même culture que nos élèves, donc il faut être conscients de ces différences. »

Tous sont d'avis que le milieu scolaire ne peut pas tout faire, tout seul. « Le premier mot du thème est "ensemble", rappelle François Rouleau. C'est important parce qu'on croit que l'éducation de nos jeunes, c'est l'affaire de toute une communauté. »

Évaluation de Judith Patouma : « Plus la communauté est en contact avec les diversités culturelles, mieux ce sera autant pour l'enseignant que pour l'élève dans sa salle de classe. On se dirige vers une plus grande intercompréhension culturelle et je pense que c'est nécessaire pour l'élève, pour l'enseignant et pour la communauté d'être sensibles à cela. »

« Comme parent, ajoute Ingrid Lévesque, plus on met nos enfants en contact avec la langue française, plus l'élève développera un sens d'appartenance à cette langue. Il se sentira plus compétent parce qu'il va se développer une banque de référents francophones. Alors veux, veux pas, il va se sentir plus en confiance avec la langue. »

Avis aux professeurs de français

Si vos élèves ou vos classes participent à de belles activités que vous désirez partager, faites comme Josée Clermont et envoyez une photo à L'Aquilon en décrivant l'événement et les participants. Nous nous ferons un plaisir de publier ces photos.

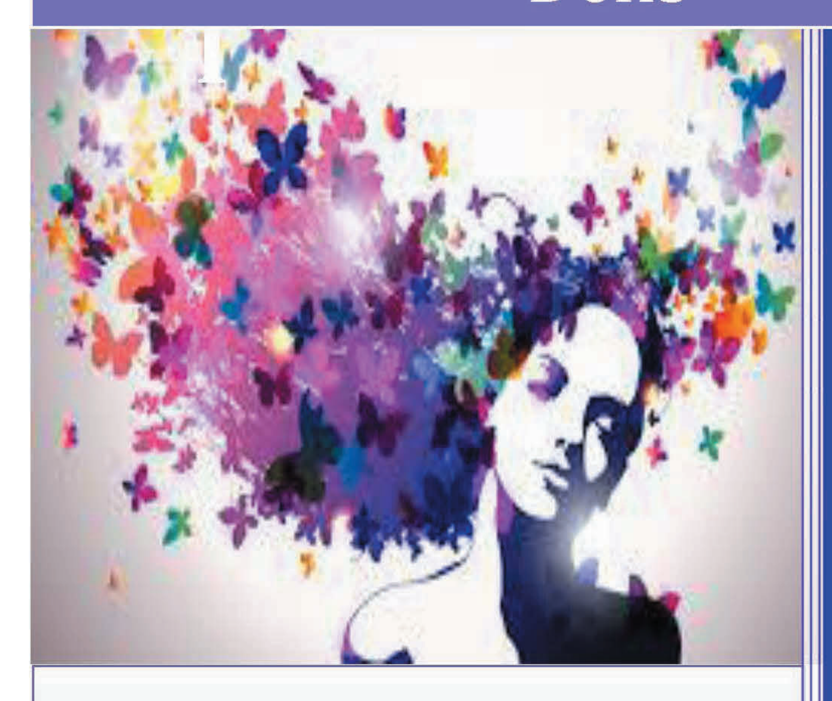


C'est une photo du premier groupe d'élèves à passer le DELF Prim. Le DELF Prim est pour les élèves du primaire. C'est un diplôme offert par le ministère de l'Éducation en France pour mesurer les compétences du français langue seconde des étudiants à l'étranger. Ces élèves sont de l'École Weledeh, 6e année, programme de français de base:

En arrière (gauche à droite) Spencer Gerwing, Angela Trailovic, Simone Bruce-Cato, Bernadette Garro, Molly Gillard, Alice Twa
En avant: Macayla Flett, Kevani Jankhur, Rankin Stewart, Marco Esteban

(Photo : courtoisie de Josée Clermont)

Forum Santé Mentale: Mythes et Défis





Vous êtes tous invités à participer au Forum Santé Mentale!

Vendredi 26 septembre, 17h00 à 21h00

Salle Cooper, Yellowknife Inn

Venez en apprendre davantage sur les mythes et les défis en santé mentale, ainsi que les services et programmes disponibles

Un goûter sera servi entre 17h et 18h.

Inscription d'ici au 23 septembre : Contactez Lise Thériault, (867) 920-2919 Ext. 261, santetno@franco-nord.com



La Fédération franco-ténoise
5016 48 St. Case postale 1325 Yellowknife, NT X1A 2N9
Téléphone : (867) 920-2919
Télécopie : (867) 873-2158
Web: www.federation-franco-tenoise.com

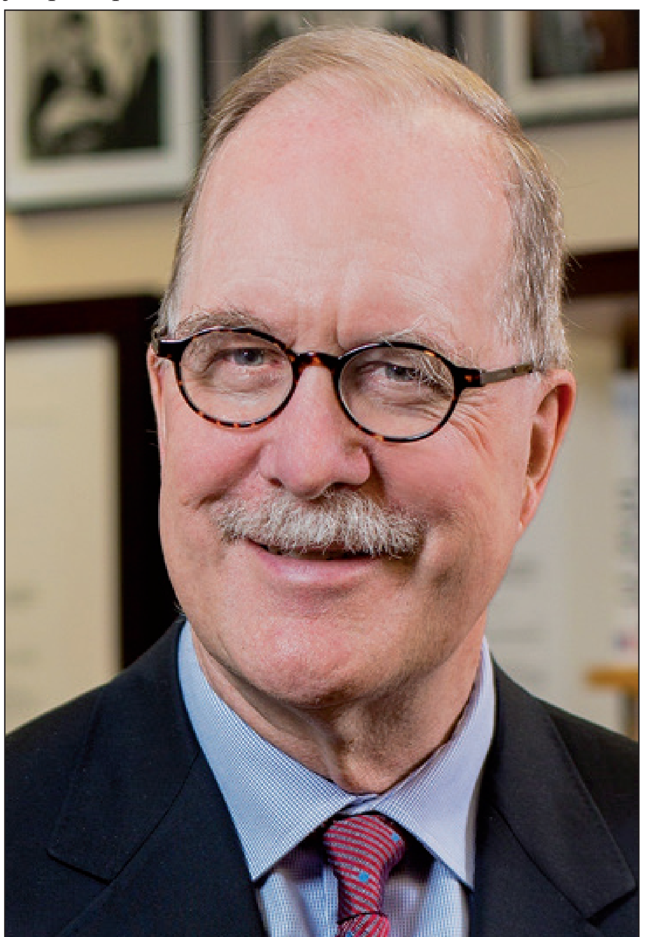
La Cour entend Graham Fraser

La *Loi sur les langues officielles* engage la SRC

La Cour fédérale a reconnu en 2012 le conflit entre la LLO et la *Loi sur la radiodiffusion*. Le 8 septembre, le tribunal a tranché en faveur du Bureau du commissaire aux langues officielles (BCLO), confirmant son droit d'enquêter sur la programmation de la SRC.

Jean-Pierre Dubé (Francopresse)

« Il était important pour moi que la Cour fédérale réponde aux questions juridiques qui faisaient toujours obstacle à la collaboration de CBC/Radio-Canada à mes enquêtes, a déclaré Graham Fraser. Maintenant qu'elle a répondu de façon claire et détaillée aux préoccupations de CBC/Radio-Canada, j'espère que le diffuseur me laissera exercer le mandat que le Parlement m'a confié. »



Le commissaire aux langues officielles, Graham Fraser (Photo : BCLO)

Le jugement confirme que le diffuseur public est assujetti à la *Loi sur les langues officielles*, notamment la partie VII. Comme toutes les institutions fédérales, Radio-Canada a « l'obligation de prendre des mesures positives pour favoriser l'épanouissement et appuyer le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire ».

Selon la Cour, Radio-Canada a l'obligation d'agir de façon à ne pas nuire au développement des minorités de langue officielle. En 2009, un poste de la SRC en Ontario avait subi une coupure importante de sa programmation, générant 876 plaintes.

Rappel de Graham Fraser : « CBC/Radio-Canada avait refusé de collaborer à mon enquête en s'objectant à ma juridiction en vertu de la loi. Aujourd'hui, la Cour a confirmé que les plaignants avaient raison de porter la situation de CBEF Windsor à mon attention. Mon enquête était valide et mes questions étaient légitimes. »

« Ce jugement met fin à une impasse de longue durée, explique le commissaire. J'ai le mandat de faire enquête sur les plaintes à l'égard de CBC/Radio-Canada. J'espère qu'ils ne porteront pas le jugement en appel et que nous puissions maintenant consacrer nos efforts au service des communautés de langue officielle selon nos mandats respectifs. »

La présidente de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA), Marie-France Kenny, est satisfaite. « Déjà, avant les coupures de Radio-Canada, on avait les mêmes doléances et les gens déposaient des plaintes. Une autre série de coupures vont arriver. On a maintenant deux outils pour faire notre travail : le commissaire aux langues et le CRTC.

« On ne va pas se garrocher pour faire des plaintes, assure la présidente. Ce qu'on fait, c'est de travailler avec Radio-Canada pour obtenir des mesures positives. Comment est-ce qu'on peut assurer l'équité pour nos communautés ? Le *one-size-fits-all*, ce n'est pas la solution. »

Le gouvernement fédéral n'augmentera pas le financement du diffuseur public, reconnait Marie-France Kenny. La FCFA entend donc approcher le CRTC pour rétablir le *Fonds d'aide à la programmation locale*, éliminé en 2013. « Il y a moyen de faire des choses à Radio-Canada qui ne coûtent pas les yeux de la tête. » Selon la résidente de la Saskatchewan, la priorité demeure les bulletins de nouvelles.

« Ce sont les seules nouvelles locales que j'ai en français à la télé. Je trouve dommage que les bulletins ont été réduits à 30 minutes. J'aimerais qu'on ait un bulletin national d'une heure qui comprendrait des nouvelles des autres communautés. On a très peu d'informations les uns sur les autres. Je veux savoir quels sont les enjeux des francophones d'ailleurs. »

La dernière ronde de coupures a coïncidé en juin avec un rapport du Comité sénatorial des langues officielles sur le rôle de la SRC. « On peut comprendre que les pressions financières causent des problèmes, a souligné la présidente du Comité, Claudette Tardif. Mais il faut quand même que les obligations linguistiques soient respectées. »

Selon le rapport, élaboré après la collecte de 80 témoignages sur deux ans, la SRC ne répond plus à ses obligations. « Les communautés veulent se voir et s'entendre à la télé, a expliqué la sénatrice, au régional comme à l'antenne nationale. Les communautés tiennent beaucoup à la SRC. On critique parce qu'on veut une réponse aux attentes.

« Il faudrait aussi revoir toute la culture organisationnelle, selon Claudette Tardif. On demande des mécanismes de consultation et de reddition de comptes sur la place des communautés. On veut aussi plus de participation aux bulletins nationaux et plus de productions indépendantes. »



La présidente de la FCFA, Marie-France Kenny (Photo : FCFA)

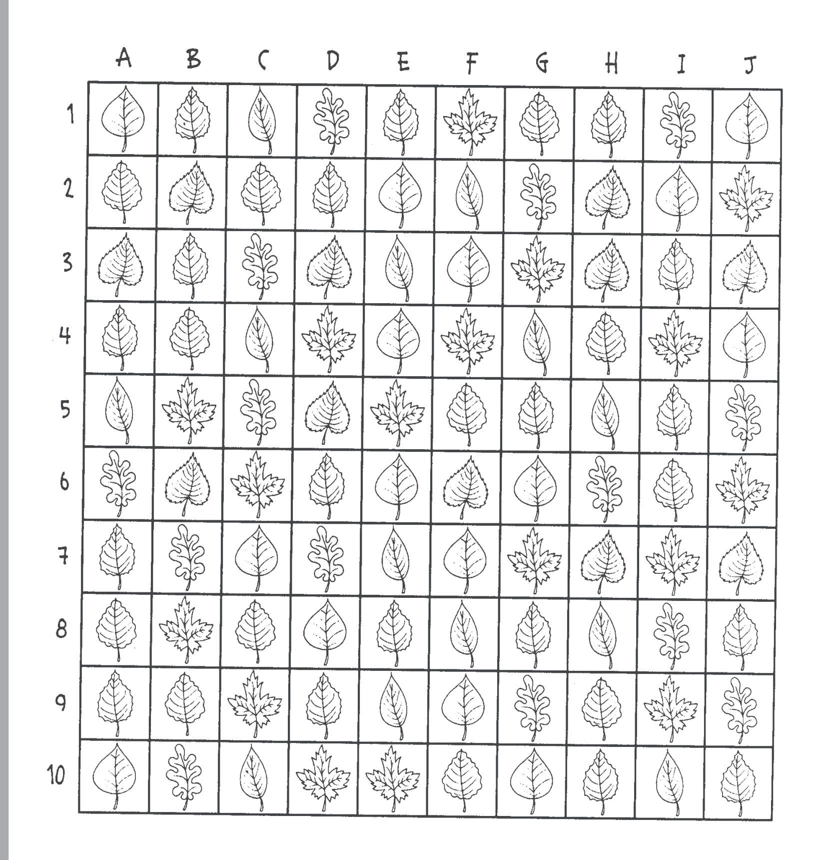
Le diffuseur avait annoncé des coupures de 130 millions $ et 657 mises à pied sur deux ans. Il compte présentement 8400 employés et des revenus annuels de 1,5 milliard. Le Comité sénatorial a demandé à Radio-Canada de réagir à ses recommandations avant la fin de 2014.

Le Club de Bicolo

L'automne

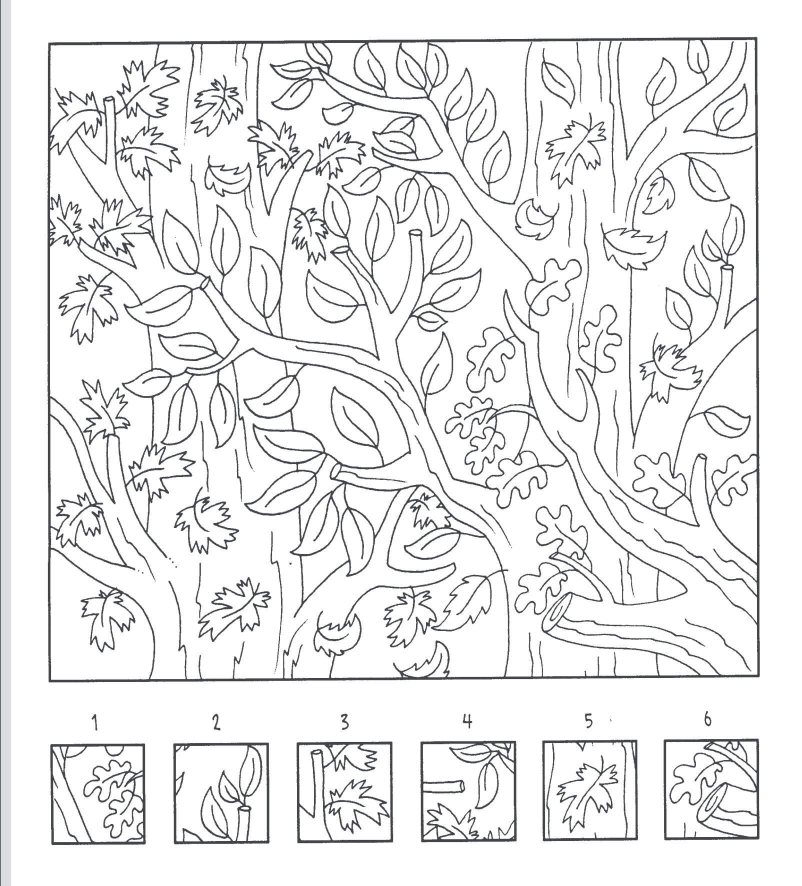
1 TAS DE FEUILLES

En automne les feuilles tombent. Trouve dans ce tas de feuilles bien ordonné celles qui sont seules aussi bien dans leur rangée que dans leur colonne.



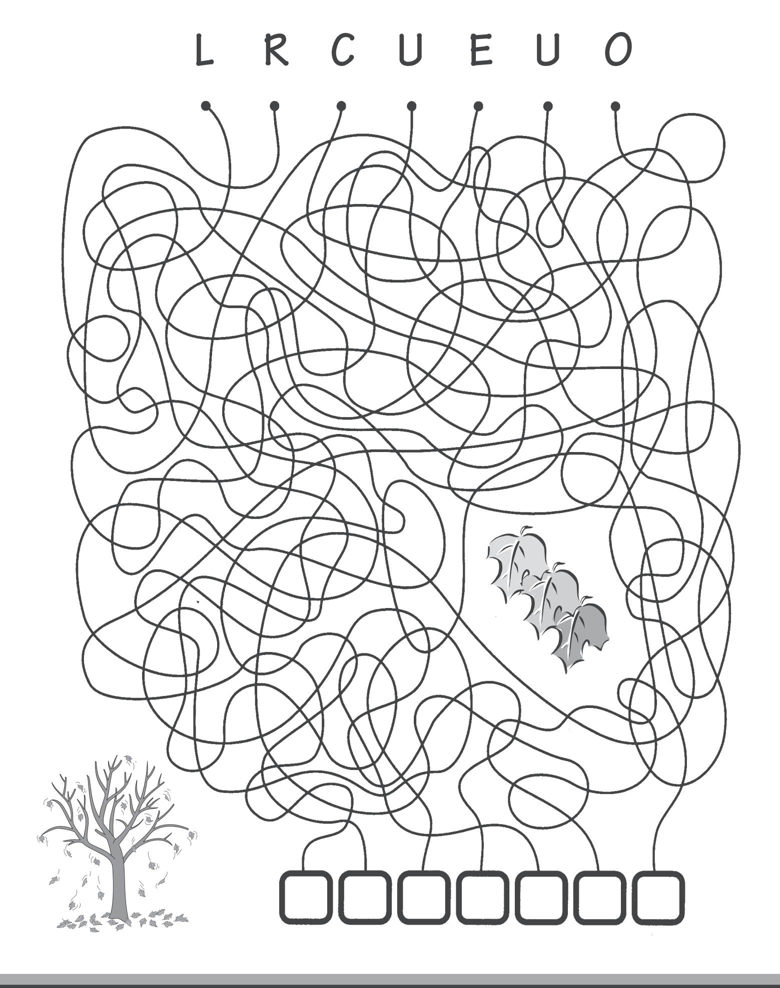
2 UN AUTOMNE COLORÉ...

C'est l'automne! Avec le froid, les arbres ont pris des couleurs éclatantes, même si ça ne paraît pas ici. Trouve dans ce fouillis de branches et de feuilles cinq des six détails au bas. Après, si tu en as envie, tu pourras colorier l'illustration.



3 LE LABYRINTHE

Suis les lignes afin de replacer les lettres en ordre pour former un mot.



4 BLAGUES À PART

Un oignon se promène au bord d'une rivière, en passant sous un saule pleureur, il lui dit :

– J'espère que cela n'est pas de ma faute.

Q : C'est quoi un bleuet?

R : C'est un petit pois qui retient son souffle.

Une poule sort de son poulailler et dit :

– Brrrr quel froid de canard.

Un canard qui passe lui répond :

– Ne m'en parle pas j'en ai la chair de poule.

Q : Comment faire pour avoir des nouvelles fraîches?

R : Il suffit de mettre le journal au frigo!

SOLUTIONS

1. Les feuilles solitaires sont en 1-G, 6-I et 8-D.
2. Le détail 4 n'appartient pas à l'image.
3. Couleur.

Fracturation hydraulique

Mettre l'eau sur la carte citoyenne

«Notre eau est trop précieuse pour qu'on s'en serve pour de la fracturation hydraulique.»

Denis Lord

Réunis pour la seconde assemblée générale de son existence le 11 septembre dernier, le chapitre ténois du Conseil des Canadiens a fourbi ses armes pour amener sur la place les dossiers concernant l'eau, notamment celui de la gestion des eaux transfrontalières du bassin du Mackenzie.

« Les documents sont encore confidentiels, affirme la coprésidente du Conseil des Canadiens section TNO, mais selon certaines sources, le gouvernement ténois signerait cet automne une entente avec la Colombie Britannique [sur les sous-bassins partagés]. Or, cette entente deviendra le modèle pour l'entente avec la Saskatchewan et l'Alberta, qui est la plus importante, à cause de l'impact environnemental des sables bitumineux. » Toutefois, selon la porte-parole du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement Judy McLinton, il est peu vraisemblable qu'une entente soit signée cet automne; les parties en sont encore à négocier une entente de principe.

N'empêche que le Conseil des Canadiens des TNO considère que ce dossier est entouré de trop de secrets. L'organisme et son partenaire Ecology North attendent de voir comment le GTNO informera le public de ce dossier avant d'intervenir pour qu'il soit mieux connu de la population et que celle-ci puisse exprimer son opinion.

Fracturation hydraulique

La priorité du Conseil des Canadiens aux Territoires du Nord-Ouest est l'eau, le droit humain à de l'eau potable et le processus démocratique qui entoure l'eau. Dans cette optique, il œuvre à garder braqué le projecteur sur la fracturation hydraulique. «Notre eau est trop précieuse pour qu'on s'en serve à cette fin, clame Lois Little. Nous avons demandé à ce que soient révélée la liste complète des ingrédients utilisés, rencontrant une très grande résistance. Nous avons mis de la pression pour une évaluation environnementale sur tous les projets de fracturation et, évidemment, nous avons rencontré là aussi beaucoup de résistance. Mais nous allons continuer à garder ce dossier public et à demander si la fracturation est dans le meilleur intérêt du public, de l'eau et de l'environnement. » La coprésidente du Conseil des Canadiens des TNO s'insurge contre la mollesse du gouvernement ténois dans ce dossier alors que la Nouvelle-Écosse vient accepté la recommandation d'un moratoire, issue de l'examen public, qu'une interdiction de fracturation a été votée cet été sur tout le territoire Vuntut-Gwich'in.

Le Conseil des Canadiens présentait le15 septembre dernier au Centre du Patrimoine septentrional Prince-de-Galles le documentaire de Josh Fox *Gazland 2*. Il est à l'origine d'une marche de protestation contre la fracturation qui aura lieu à Yellowknife le 11 octobre prochain, dans le cadre du Global Frackdown international.

L'eau toujours

Le Conseil des Canadiens du TNO s'inscrit également dans le concept «Communautés bleues» mis de l'avant par l'organisme au niveau national pour faire cesser la consommation de l'eau en bouteilles, qui légitime la privatisation de l'eau et l'abandon des droits humains à celle-ci. «La façon dont les usines de filtration d'eau sont gérées rend l'eau moins séduisante à boire, estime Lois Little. Nous allons travailler sur ce dossier avec Ecology North pour régler quelques uns des problèmes fondamentaux qui empêche les gens de boire leur propre eau.»

Enfin, sur le principe des Tar Sand Healing walk et en collaboration avec les les Yelloknives Dénés, le Conseil des Canadiens veut dès le printemps prochain mettre sur pied une Marche de guérison de la mine Giant

Le chapitre ténois du Conseil des Canadiens a commencé ses activités en avril 2013. Pour se protéger des intrusions fédérales en matière d'information, il a décidé d'avoir des supporteurs et non des membres. Selon Lois Little, qui est coprésidente avec Peter Redverse, le Conseil ténois compte un noyau dure de 12 supporteurs et entre 80 et 100 sympathisants

Agence du Revenu du Canada

Une ligne de plaintes est instaurée

Par Steve Rennie
LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA - L'Agence du revenu du Canada a instauré une ligne d'appel pour que ses employés puissent se plaindre confidentiellement du travail de leurs collègues.

La nouvelle ligne permettra de détecter les cas de fraude à l'interne « qui menacent sérieusement les objectifs, la réputation, la productivité et le bien-être des employés », estime l'Agence, dans un nouveau document contractuel.

Il est donc justifié, pour l'Agence, de prendre tous les moyens nécessaires pour protéger ses informations et ses ressources de ses employés qui commettent des actions inappropriées et frauduleuses.

Trois travailleurs ont été arrêtés par la Gendarmerie royale du Canada plus tôt cette année. Ils ont été accusés de corruption de fonctionnaire, de complot, de fraude, d'abus de confiance envers un fonctionnaire et de fraude contre le gouvernement.

En 2010, l'Agence éprouvait déjà des problèmes avec quelques employés, qui passaient leurs journées de travail sur Internet, à tenir des paris sportifs, à envoyer des chaînes de lettres, à partager du contenu offensant et même à organiser des opérations pyramidales, selon un rapport obtenu par La Presse Canadienne.

Malgré tous ces écarts de conduite, les autres employés n'allaient pas voir leur employeur par méfiance, selon l'organisme, notamment parce que certains doutent de la confidentialité d'une plainte. En vertu de la Loi sur l'accès à l'information, les éléments des enquêtes internes peuvent être rendus publics, bien que les informations personnelles sont souvent censurées.

« Le moyen le plus efficace pour être informé des cas de fraude et des comportements contraires à l'éthique est donc de donner aux employés plusieurs ressources pour qu'ils puissent confier leurs inquiétudes (...) Ces ressources comprennent des lignes téléphoniques, des formulaires sur le Web, des courriels (...) » , a remarqué l'Agence.

L'organisme fédéral a déjà utilisé ce moyen pour d'autres fins.

Une ligne confidentielle lui permet de s'informer sur les comptes bancaires secrets des Canadiens à l'étranger. Une personne qui rapporte un cas d'évasion fiscale dépassant les 100 000 $ reçoit une récompense financière de la part de l'organisme.

Une troisième ligne a été créée pour que la population se plaigne des fraudes fiscales des particuliers.

L'Agence du revenu du Canada n'a pas répondu aux questions concernant sa nouvelle ligne téléphonique.

Mieux vaut être enceinte dans un quartier vert

La Presse canadienne

MONTRÉAL — Les mères issues de quartiers très verts sont plus susceptibles d'accoucher à terme et le poids à la naissance de leur bébé sera plus élevé, en comparaison avec les mères provenant de quartiers urbains moins verts, révèle une nouvelle étude à laquelle ont collaboré des chercheurs canadiens.

Ces conclusions tiennent le coup même quand on ajoute des facteurs comme les revenus, l'exposition à la pollution atmosphérique ou au bruit, ou la possibilité de circuler à pied dans le quartier, disent les chercheurs de l'Université de la Colombie-Britannique et de l'université Oregon State.

L'analyse de quelque 64 000 naissances survenues entre 1999 et 2002 dans la région de Vancouver révèle aux chercheurs que les mères issues de quartiers verts réduisaient de 20 pour cent leur risque d'accoucher très prématurément et de 13 pour cent leur risque d'accoucher prématurément.

Leurs bébés pesaient aussi, en moyenne, 45 grammes de plus à la naissance que les bébés nés de mères provenant de zones urbaines.

L'auteur de l'étude, l'épidémiologiste Perry Hystad, s'est dit surpris par ces résultats et a prévenu que d'autres études seront nécessaires pour élucider la nature exacte des bienfaits apparents des espaces verts sur les femmes enceintes. Les chercheurs veulent notamment savoir quel type d'espace vert est le plus bénéfique, et quelle ampleur celui-ci doit avoir.

Les bébés nés trop tôt ou trop petits rencontrent souvent des problèmes de santé ou développementaux, non seulement à la naissance, mais tout au cours de leur vie.

Les conclusions de cette étude, qui a notamment profité d'une subvention de Santé Canada, sont publiées dans le journal médical *Environmental Health Perspectives*.

Plus de six millions de jeunes enfants morts de causes évitables en 2013

La Presse canadienne

WASHINGTON - Les enfants du monde survivent de plus en plus à leur cinquième anniversaire, mais 6,3 millions d'entre eux sont tout de même morts en 2013 de causes évitables, estime le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) dans un rapport.

Bien que leur taux de mortalité ait été réduit de moitié depuis 1990, nous sommes encore loin de l'objectif de le diminuer des deux tiers d'ici à l'année prochaine, selon l'étude de l'organisme rendue publique mardi.

Près de 17 000 enfants perdent la vie chaque jour, avance l'Unicef.

L'Inde et le Nigeria, avec leurs populations imposantes, cumulent ensemble plus du tiers de tous les enfants morts. Le taux de mortalité le plus élevé se retrouve toutefois en Angola, où on dénombre 167 morts pour 1000 naissances. La région la plus meurtrière est l'Afrique subsaharienne, avec 92 morts pour 1000 naissances. En comparaison, aux États-Unis, pour le même nombre de naissances, ce taux s'élève à seulement sept morts.

Or, le statut économique ne devrait pas empêcher certains pays de faire des progrès, croient les chercheurs, étant donné que toutes les régions ont amélioré leur bilan depuis 1990. Le Malawi, le Bangladesh, le Libéria et la Tanzanie, notamment, ont diminué leur nombre de morts.

La pneumonie, la diarrhée et la malaria sont responsables du tiers des morts chez les enfants de moins de cinq ans. La diarrhée et la malaria sont très répandues puisqu'elles sont facilement transmissibles. Toutefois, ces maladies peuvent être traitées avec des antibiotiques relativement peu dispendieux.

Tournée de Judo pour la paix en Chine avec le Champion du monde et médaillé olympique Ruben Houkes. (Nicolas Messner)

Parascolaire

Le judo comme outil de paix

En Afrique, le judo a contribué à ramener l'entente entre des communautés

Denis Lord

Si le judo est considéré comme un art martial, on croit pourtant qu'il peut soutenir la paix, la justice et la réconciliation. C'est le pari que tient le programme Judo pour la paix, dont un représentant accompagnera le senseï bien connu Mario Des Forges lors d'une tournée dans les trois territoires.

En plus d'être photographe, Nicolas Messner est commissaire responsable de Judo pour la paix, un programme parrainé par la Fédération internationale de judo, dont il est le directeur Média et Communications. Il accompagnera Mario Des Forges le lundi 22 septembre à l'école Boréale de Hay River, le mardi 23 à l'école Deh Gah de Fort Providence, le 24 à l'école Sissons et le 25 à l'école Allain-St-Cyr. Il y aura du judo lors de ces événements et Nicolas Messner expliquera les tenants et les aboutissants du programme, en plus de partager sa propre expérience de vie.

Les valeurs

On peut de prime abord s'interroger sur les liens entre judo et paix. « Il y a un code moral, affirme Mario des Forges, président du comité des affaires autochtones et territoriales de Judo Canada et de l'Association du judo des Territoires du Nord-Ouest, qui présentent l'événement. Ses valeurs fondamentales sont l'amitié et le respect. » La Fédération internationale de judo, rappelle-t-il, est présente dans 211 pays. « Il peut y avoir, dit Mario, des différences de races, de politique et de religion, mais sur le tatami, nous sommes tous des judokas. »

Les autres valeurs du judo, ajoute Nicolas Messner, sont la politesse, l'honneur, le contrôle de soi, le courage, la sincérité et la modestie. « Même s'il s'agit d'un sport de combat, note-t-il, toute violence et dangerosité en a été retirée pour en faire une activité qui enseigne des valeurs fortes, la plus importante étant le respect, symbolisé par le salut. »

Ces valeurs, affirme Nicolas Messner, ont servi de base dans un projet de Judo pour la paix dans la région des grands lacs d'Afrique visant à rapprocher les Hutus et les Tutsis. « Dans certaines zones, dit-il, le judo a contribué à ramener la tranquillité et l'entente entre les communautés. » Le programme est également pratiqué en Côte d'Ivoire, au Tchad, en Afghanistan, en Asie du Sud-Est et au Brésil, en coopération avec l'ONG Fight for Peace. Dans ces pays, Judo pour la paix organise notamment des stages de formation pour les enseignants de judo.

Nicolas Messner est déjà venu plusieurs fois au Canada, mais n'a jamais visité les Territoires. Le concept qu'il véhicule sera adapté ici à la notion de paix sociale et à l'éducation. La tournée de Nicolas Messner et de Mario Des Forges se poursuivra au Nunavut et au Yukon jusqu'au 3 octobre.

Les Albertains et leur pétrole

Une identité qui donne bonne conscience

Pour les Albertains, tout beigne dans l'huile. Ailleurs, on rêve de devenir les « Albertains » de demain en exploitant ses ressources énergétiques. Mais comme le fait valoir la professeure Dominique Perron, auteure d'un livre peu médiatisé, attention aux mythes!

***Lucien Chaput** (Francopresse)*

« C'est toujours dans l'intérêt des compagnies d'énergie de créer des identités prétendument nationales, mais qui sont en fait des identités d'énergie pour convaincre la population autour d'eux du bienfondé de leurs opérations », affirme l'auteure. *L'Alberta autophage : identités, mythes et discours du pétrole dans l'Ouest canadien*, était finaliste au prestigieux Prix littéraire du gouverneur général en 2013.

« Tous les provinces et territoires où il se trouve des sources d'énergie, que ce soit hydro-électrique, pétrolière, uranium, même éolienne, construisent des identités issues des identités nationales. Pour *L'Alberta autophage*, précise Dominique Perron, je me suis posé la question : quelle est l'identité de l'énergie que les compagnies pétrolières veulent suggérer aux Albertains pour les convaincre qu'elles travaillent pour eux, pour l'avenir de leur communauté? »

Une analyse du discours médiatique lui a permis de formuler une identité spécifique de l'Albertain, telle que projetée par l'imaginaire canadien : « virilité, 'mâlitude', richesse, pouvoir, arrogance, américanité, incivilité et inculture ».

« La plupart des ouvriers n'ont rien à faire de cette identité, dit-elle. C'est une fiction créée par les compagnies, renforcée par les médias et le gouvernement. Dans la vraie vie, on n'en trouve vraiment pas de manifestations. Les gens venus travailler à Fort McMurray et ailleurs, qu'ils soient anglophones ou francophones, sont venus tout simplement trouver du travail.

« La première œuvre vraiment littéraire sur le pétrole albertain a été écrite par un Manitobain, Marc Prescott. » *Fort Mac*, rappelle Dominique Perron, une pièce commandée par l'Unithéâtre d'Edmonton, « présente une très belle réflexion sur l'identité franco-albertaine et sur les Québécois qui sont rendus là uniquement pour faire de l'argent et qui se fichent du résultat. C'est l'image de l'Alberta très tragique, une prostituée qui est abusée par tout le monde. »

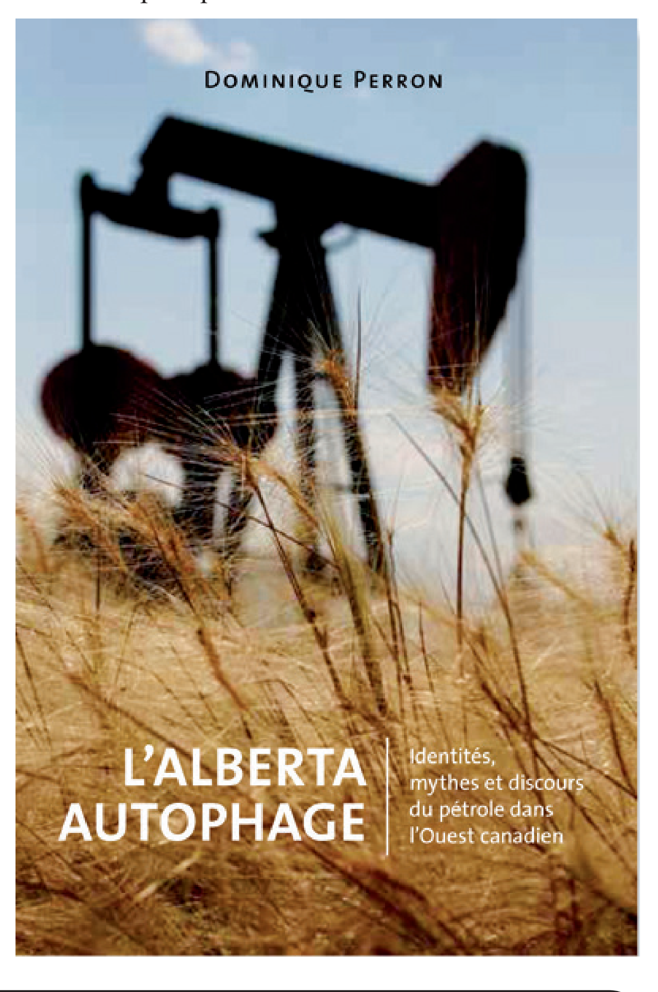
Si *L'Alberta autophage* a été peu remarqué par les journaux, c'est en partie parce que c'est un livre universitaire, selon son auteure. De plus, le titre gêne. « Je suis sociologue de la littérature. En cours de route, je suis tombée sur un article de Denis Duclos, un sociologue français qui a développé le concept d'autophagie, c'est-à-dire de société qui se mange elle-même.

« Nous nous dévorons nous-mêmes, nos énergies, nos intérêts, notre liberté, notre espace pour continuer à vivre. L'autophagie devient donc une métaphore d'une province qui détruit son propre territoire, endommage aussi sa propre démographie, cause des dommages à sa propre réputation sur la scène nationale et internationale, tout ça pour tenir une économie qui demeure toujours instable, une économie qui dépend du prix du pétrole. L'Alberta dépend d'une chose sur laquelle elle n'a aucun pouvoir. »

Avant de pointer du doigt les Albertains, un petit examen de conscience est de mise, suggère celle qui enseigne à Calgary depuis 24 ans. « On est tous hypocrites. La plupart du temps, c'est une énorme fiction et ça présuppose qu'on ne comprend pas exactement comment fonctionnent les systèmes énergétiques.

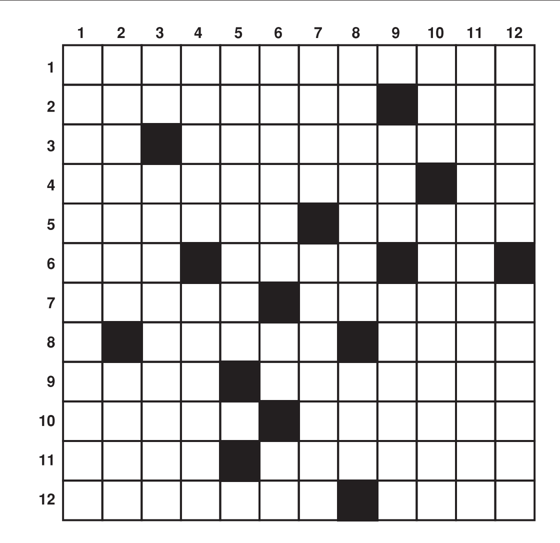
« Aucune province au Canada n'est dans une situation de pouvoir accuser l'Alberta, estime Dominique Perron. On peut être très vert tout en faisant engraisser ses fonds de pension dans des sociétés qui font des affaires beaucoup moins vertes, lorsque ce n'est pas des violations de droits humains.

« Je ne dis pas que ce qui se passe dans les sables bitumineux c'est bien, mais on devrait mieux nuancer nos critiques de l'Alberta parce que tout le monde en profite, et pas nécessairement de la façon dont on pense. Ce ne sont pas des retombées économiques immédiates, ce sont des retombées financières à long terme, dont certains groupes bénéficient plus que d'autres. »



MOTS CROISÉS

Nº 342



HORIZONTALEMENT

1. Constituerons un handicap pour.
2. Appuyât (qu'il) en donnant sa caution. — Qui dénote un manque d'intelligence.
3. Dieu solaire. — Formation des chaînes de montagnes.
4. Point de l'orbite d'un corps gravitant autour de la lune. — Métal précieux.
5. Travaille, orne. — Système de radionavigation maritime.
6. Époque. — Obstiné. — Interjection.
7. Femelle du daim. — Assemblage en grappe des fruits du bananier.
8. Retentis, jaillis. — Chef de l'État arabe.
9. Chef militaire arabe. — Fis périr.
10. Possédais. — Qui manifeste des idées de grandeur.
11. Qui est progressif. — Dispositif de mesure facilitant la lecture des fractions de division.
12. Étourdir, griser. — Commune de Belgique.

VERTICALEMENT

1. Qui a trait au domaine des soins, de la santé.
2. Disparut, cessa d'être. — Puits naturel.
3. Renforce une négation. — Éthylène.
4. Poisson voisin de la sardine. — Simplicité, absence de fioritures.
5. Tissages artisanaux.
6. Rare, unique. — Paresseux. — Cale en forme de V.
7. Qui n'est pas turbulent. — Engin de pêche pour le brochet.
8. Importance, ampleur. — Grande quantité d'une chose quelconque.
9. Venue au monde. — Bougonna, grommela.
10. Qui choque les bienséances. — Pleurais.
11. Se dit des infections contractées lors d'un séjour en milieu hospitalier.
12. Disposa du bois en stères. — Débarrasse le linge de l'eau dont il est imprégné.

RÉPONSE DU Nº 342



Horoscope

SEMAINE DU 21 AU 27 SEPTEMBRE 2014

Signes chanceux de la semaine : Capricorne, Verseau et Poissons


Bélier

BÉLIER (21 mars - 20 avril)
Votre poids pourrait connaître un peu d'instabilité en raison d'une forme de surmenage au travail. Beaucoup de succès en affaires vous obligera aussi à prendre tout autant de repos par la suite.


Taureau

TAUREAU (21 avril - 20 mai)
Vous serez définitivement applaudi à la suite d'un brillant exploit. Vous recevrez une forme de récompense ou une nomination quelconque devant une foule qui vous acclamera d'une manière ou d'une autre.


Gémeaux

GÉMEAUX (21 mai - 21 juin)
Plus souvent qu'autrement, vous aurez besoin de vous retrouver dans le confort de votre foyer cette semaine. Vous en profiterez également pour changer quelques meubles de place.


Cancer

CANCER (22 juin - 23 juillet)
Vous aurez la parole facile cette semaine. Vous réussirez à détendre l'atmosphère partout où vous passerez. Votre humour permettra d'établir de belles ententes et créera de l'harmonie.


Lion

LION (24 juillet - 23 août)
Vous pourriez être confronté à une dépense assez importante qu'il faudra inévitablement bien budgéter. Ce sera ainsi que vous réaliserez que vous avez les moyens de vos ambitions.


Vierge

VIERGE (24 août - 23 septembre)
Beaucoup d'action en perspective! Vous aurez bien quelques amis qui souhaiteront vous inviter à participer à de belles activités sociales et sportives de manière régulière pour la saison froide.


Balance

BALANCE (24 septembre - 23 octobre)
Il y aura un peu de confusion dans l'air, notamment au travail. Une belle escapade en famille permettra de vous ressourcer, même si ce sera passablement compliqué à organiser.


Scorpion

SCORPION (24 octobre - 22 novembre)
En raison d'une fatigue chronique vous vous aiderez en transformant tranquillement votre mode de vie. Vous pourriez également sentir le besoin d'entreprendre des pratiques de nature plus spirituelle.


Sagittaire

SAGITTAIRE (23 novembre - 21 décembre)
Vous êtes en excellente position pour obtenir une promotion au travail. Vous connaîtrez passablement de succès sur le plan financier. Même vos placements montreront de bons rendements.


Capricorne

CAPRICORNE (22 décembre - 20 janvier)
L'idée d'un grand voyage vous passera par l'esprit. Vous aurez également une soif de connaissance insatiable. Un projet de grande envergure s'organisera seul ou en famille.


Verseau

VERSEAU (21 janvier - 18 février)
Vous obtiendrez d'excellentes nouvelles au sujet d'un financement pour réaliser un de vos rêves. Il ne faudrait pas prendre à la légère vos études si vous voulez connaître du succès avec celles-ci.


Poissons

POISSONS (19 février - 20 mars)
Il y aura des gens qui compteront sur vous. Ils attendent après une décision que vous aurez un peu de difficulté à prendre. Tâchez d'avoir le plus d'information possible entre les mains.